

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Radio libre, expression libre et libre entreprise Free Radios, Free Speech and Free Enterprise Radio libre, libre expresión y libre empresa

Comité belge

Numéro 6 (46), automne 1981

Médias communautaires ou médias libres

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034965ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034965ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Comité belge (1981). Radio libre, expression libre et libre entreprise.
International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire, (6), 71–76. <https://doi.org/10.7202/1034965ar>

Résumé de l'article

Il existe en Belgique francophone 140 radios libres, actuellement. Une majorité d'entre elles sont regroupées au sein de l'Association pour la libération des ondes (A.L.O.). C'est à travers les réalisations de l'A.L.O. que sont ici abordés divers problèmes qui se posent aux radios libres.

D'abord, celui de la légalisation des radios longtemps revendiquée, mais que l'on craint maintenant à cause de l'arrivée massive des commerçants et des politiciens sur les ondes. Celui, également de la publicité et, au-delà, du financement des radios. Celui du pluralisme et de ses diverses composantes. Enfin celui du statut des radios comme outils d'action plutôt que comme finalités.

Radio libre, expression libre et libre entreprise

Ce texte est la mise en forme d'une rencontre organisée en mars 1981 à l'initiative de l'équipe de coordination du numéro sur les médias communautaires. Cette rencontre rassemblait des personnes travaillant dans les radios libres, ou les utilisant, ou y étant intéressées, ainsi que des personnes travaillant à la R.T.B.F. (Radio télévision belge francophone). Participaient à cet échange, outre l'équipe de coordination, Rogel Noël (A.L.O. — Association pour la libération des ondes), Jean-Pierre Braine (G.L.H. — Groupe de libération des homosexuels), Monica Glineur (R.T.B.F. — Radio Télévision belge francophone), Marc Sontrop (C.A.D.I.P. — Comité d'action et de défense des internés et prisonniers), Wilbur Leguëbe (R.T.B.F.). La rencontre s'est déroulée en deux temps : dans un premier temps un exposé du développement des radios libres et de l'Association pour la libération des ondes (A.L.O.) par Roger Noël ; dans un second temps une discussion entre les participants.

Le développement des radios libres

Quand on a voulu essayer de lancer les radios libres en Belgique, il y avait à peine quatre ou cinq personnes acquises à cette idée-là ; une écrasante majorité de gens y était complètement opposée, avec des arguments du type « vous allez introduire la publicité à la R.T.B.F. », « vous allez vous faire avoir par la publicité, même sur les radios libres », « la R.T.B. c'est bien, pourquoi faire autre chose », etc. On était vraiment très critiqués.

On a voulu fonder les radios libres à partir d'une situation précise vécue au printemps 1977 en Italie : le mouvement des étudiants, le mouvement des marginaux, des marginalités comme ils les appellent. Nous avons plus ou moins étudié l'utilisation qu'avait faite un mouvement de contestation radicale en Italie de ce moyen, parce que ce n'est qu'un moyen ; ces radios avaient permis des rencontres entre des gens complètement éclatés dans différents endroits ; elles avaient permis de faire à un certain moment la synthèse pour pouvoir dépasser certaines étapes et aller de l'avant, elles avaient permis de globaliser, de réaliser des rencontres et de trouver de nouvelles idées, de nouvelles perspectives. Cela nous a alors paru très important dans une logique de mouvement, l'utilisation de la radio libre comme centre dynamique qui permet d'avoir une vue d'ensemble et qui permet de relancer les initiatives, qui permet aussi à différentes minorités de se rencontrer, puisqu'on considérait et qu'on considère toujours que cette société qui paraît un bloc de béton n'est faite que de minorités : les anciens combattants, les jeunes, les femmes, etc. Nous voulions donc utiliser la radio libre pour permettre la rencontre de différentes minorités. C'était assez théorique ; on a fait un demi-pas dans la pratique en essayant de trouver des gens qui savaient construire un émetteur ; un copain à Liège qui était ingénieur nous l'a construit et on s'est retrouvés avec un émetteur et une idée. On ne savait que faire, on avait cet émetteur, une idée, mais on ne savait pas comment les employer.

Il y a eu alors une rencontre internationale organisée par la Fédération des radios démocratiques italiennes à Paris en mars 1978, je crois, et là-bas nous avons rencontré des gens de Couvin qui avaient un projet très précis de radio libre mais qui eux, n'avaient ni matériel, ni expérience, ni réflexion sur le média lui-même. Trois jours après on démarrait Radio Eau Noire à Couvin avec le percuteur que cela a eu dans l'opinion publique ; je me rappelle des articles un peu partout dans la presse et notamment *La Libre Belgique* qui estimait l'auditoire de cette radio à 15 000 personnes ce qui était assez pharamineux. Cette rencontre était intéressante parce que d'un côté il y avait des gens qui avaient une idée et les moyens pour la réaliser mais qui n'avaient pas de projet et d'un autre côté des gens qui avaient un projet mais pas les moyens. Le projet des gens de Couvin s'insérait dans une lutte plus globale et beaucoup plus large¹. Ils avaient fait des meetings, des manifestations, distribué des tracts, des toutes-boîtes, des affiches, mais ils étaient arrivés à une espèce de blocage : ou bien ils passaient — et ils l'ont fait à un certain moment — à la destruction physique du matériel ou bien ils parvenaient à faire une percée plus significative dans la population afin que ce projet soit politiquement insoutenable pour des gens qui doivent se faire aimer par une population. La radio libre leur a permis de faire balancer le rapport de force en leur faveur en gagnant toute une série de gens qu'ils n'auraient pas réussi à toucher par des moyens traditionnels : affiches, tracts, manifestations...

Après le succès de Radio Eau Noire à Couvin, l'idée des radios libres avait germé dans une série de têtes dès la semaine qui a suivi Radio Eau Noire. Nous étions complètement débordés dans ce sens qu'on était partis à 4 ou 5 avec cette idée de Radio Libre et qu'on s'est retrouvés trois mois après avec 20 ou 30 radios libres qui émettaient en Belgique.

Notre vision était celle d'une radio libre, moyen parmi d'autres, qui sert à la lutte sociale. Des gens comme les étudiants de l'Université de Louvain (U.C.L.) avaient une opinion originale et particulière de la radio : un espace où des gens qui ont des idées à défendre pouvaient venir les exprimer sur leur antenne.

Cela a été la deuxième génération des radios d'animation dans la lignée de Radio Louvain-la-Neuve, où s'est créé un certain nombre de radios.

Cela a permis dès le début de construire les deux ailes du mouvement et pendant presque deux ans, de former un groupement homogène, un mouvement de radios libres avec un certain nombre de points communs et de revendications communes.

Les radios d'intervention, dans la lignée de Couvin, se sont aussi étoffées. Elles interviennent sur une lutte précise, arrêtent quand la lutte est arrivée à terme et qu'il n'y a plus de raison d'entretenir l'outil. On a vu ainsi une série de petites interventions sur des problèmes précis : répressions contre les jeunes qui fument du cannabis, luttes anti-nucléaires, etc. Donc, une série de radios ponctuelles sur des sujets très spécifiques visant un public déterminé et n'émettant que quelques heures parfois. Ces radios se sont transformées en radios plus permanentes telle Radio Activité à Bruxelles, centrée sur la lutte anti-nucléaire. Une quinzaine de groupes différents allant des comités de quartier au regroupement démocratique marocain en passant par la section du Parti communiste portugais à Bruxelles constituent les radios militantes.

De l'autre côté, les radios d'animation ont poursuivi elles aussi leur croissance et, de par leurs objectifs, je dirais volontairement très limités, sont parvenues à avoir une audience proportionnellement plus grande. Radio Plus, qui est membre de l'A.L.O. depuis le début, est citée comme la deuxième ou troisième radio à l'heure actuelle sur Bruxelles ; elle a été pendant un an le n° 1 à Bruxelles, la plus grosse radio d'animation réalisée par des « non-professionnels » qui sont arrivés à cette activité « communautaire » sans avoir jamais participé à autre chose.

Puis les choses se sont gâtées dans le sens où cela marchait vraiment trop bien ; à partir du moment où l'on peut toucher beaucoup de gens, donc d'une certaine manière façonner l'opinion publique, les commerçants et les politiciens qui ont des choses à vendre s'y intéressent. On a vu alors la création de deux types de radio : du côté politique, une série de magouillages ; du côté commerçant, l'industrie du disque. Les premières enveloppes sous la table ont été données par des maisons de disques, 15 000 frs ou 20 000 frs par semaine pour passer 3 fois par jour tel disque, etc. C'est la première forme de commerce qu'on a vue dans ces radios que je n'appelle plus tellement libres.

Face à cette offensive des radios publicitaires, plus que des radios politiques d'ailleurs, qui semble-t-il ont du plomb dans l'aile, un certain nombre de militants se sont réunis pour créer Radio Air Libre. Radio Air Libre n'est pas la panacée qui va tout changer ; mais elle va peut-être nous permettre de regagner une fréquence sur Bruxelles et de créer un autre type de radio. Il y a deux stratégies à l'heure actuelle dans les radios. La stratégie des commerçants et des politiciens est d'essayer de faire une radio de massification pour vendre leur produit ou pour faire passer leurs idées. Il y a donc un phénomène de fausse homogénéisation de la masse qui consiste à dire « vous êtes tous nos auditeurs, il n'y a pas de différences entre vous, vous écoutez notre radio, c'est la même radio que tout le monde, etc. » Radio Air Libre voudrait, au contraire, essayer de toucher un certain nombre de milieux : une émission est maintenant consacrée aux homosexuels, par exemple. Nous avons d'autres émissions de ce type, ouvertes sur des publics spécifiques. Lorsque nous serons parvenus à accrocher un public précis, comme dans le cas d'une émission destinée aux détenus, nous voulons essayer de mettre ces différents publics, ces différents ghettos en communication. Nous poursuivons deux objectifs principaux : toucher un public cible et rendre nos émissions audibles par n'importe qui. Nous voulons éviter et la radio ghetto et la radio de massification.

Il y a, dans le mouvement des radios libres, un paramètre important : à la base les radios libres ont été lancées par un petit groupe de militants. Les idées libertaires que nous véhiculions n'étaient pas partagées par la majorité de la population, loin de là et toutefois pendant deux ans, nous avons réussi à ce que l'esprit des idées libertaires soit vraiment imprégné dans le mouvement des radios libres. Il suffit pour s'en convaincre de relire la première charte de l'A.L.O. qui a été votée et acceptée à l'unanimité par l'ensemble des 27 radios en janvier 1979, lors de la première assemblée générale de l'A.L.O. Dans cette charte, l'Association pour la libération des ondes ne veut pas une légalisation des radios libres mais une dépénalisation, parce qu'une loi est une limite à la liberté. Cela signifie que pendant deux ans une minorité de la population a réussi par son dynamisme et son imagination à avoir une majorité dans un média nouveau ; il

était inévitable que, le temps passant, il y ait un rééquilibrage. Ainsi, même dans le rééquilibrage à l'heure actuelle, nous sommes encore gagnants quelque part parce que les quelques pour-cents de la population qui partagent des idées anti-autoritaires, socialistes, sont quand même surreprésentés dans le mouvement des radios libres.

Au début, on voyait les radios libres dans les milieux populaires, de travailleurs. Après trois ans, on constate que les radios libres sont vraiment un phénomène de la petite bourgeoisie : ce sont des petits bourgeois qui les animent et elles sont avant tout écoutées par la petite bourgeoisie, étudiants, employés, bref ceux qui ont déjà « une certaine culture sociale ». Les radios libres gérées par les travailleurs, il y en a deux, je crois, pour toute la Belgique. C'est aussi pour nous une déception. Je crois qu'en tout cas pour les autres médias « communautaires » c'est à peu près la même chose, ils sont gérés, destinés, imaginés par la petite bourgeoisie.

Développement de l'A.L.O. (Association pour la libération des ondes)

L'A.L.O. au début c'étaient quelques personnes avec une idée, mais ce n'était pas une radio. Un groupe de pression qui ne cherchait pas à réaliser une émission de radio mais qui voulait servir de caisse de résonance à ceux qui, dans l'illégalité, faisaient des radios libres.

La seconde étape de l'A.L.O. fut la première assemblée générale : 27 radios ont voté la Charte de l'A.L.O. qui est devenue une fédération de radios libres, et plus du tout un groupe de pression. Elle a connu une expansion considérable en un an et demi puisqu'elle a vu naître une centaine de radios. Ainsi, de fédération de radios libres homogènes ayant voté une charte après discussion de cette charte, l'A.L.O. est devenue, au fil des mois et à cause de cet énorme développement des radios libres, une espèce de syndicat des radios libres. Les radios qui se sont créées n'ont pas été partie prenante de la charte de l'A.L.O. Elles y sont venues parce qu'en cas de saisie de leur émetteur, elles savaient que leur adhésion à l'A.L.O. pourrait toujours leur être utile. Elles avaient confiance que l'A.L.O. les entretiendrait et les aiderait à atteindre le but qu'elles avaient choisi. Pendant cette période « syndicaliste » on a eu tout et n'importe quoi.

Depuis l'Assemblée générale de janvier 1981, on a décidé de formaliser l'A.L.O. d'association de fait en association sans but lucratif (asbl). Le conseil d'administration est constitué de radios et le bureau qui gère l'association est constitué d'individus qui se réunissent toutes les semaines. On a récemment envoyé un questionnaire aux 64 radios signataires de l'A.L.O. dans lequel on leur demande qui elles sont, leurs sources de financement, etc. À partir des réponses et d'une assemblée générale prévue prochainement, on devrait réexaminer toutes les signatures des radios à l'A.L.O. On a choisi de cesser un syndicalisme tous azimuts et de se retrouver peut-être moins nombreux mais avec une cohérence beaucoup plus grande.

Ses stratégies

L'A.L.O. cherche donc à se remembrer et essaye de réoccuper le terrain ; certains projets vont paraître très criticables à certains, comme l'idée de jouer la bataille de la puissance. On a cru que le décret allait sortir prochainement et puis on a constaté qu'en 9 ans d'existence, l'exécutif de la Communauté française n'avait sorti que 11 textes de loi. Alors, après avoir été légèrement bernés par eux, on veut compter sur nos propres forces. Dans les semaines qui viennent, l'A.L.O. devra essayer de promouvoir par des radios de Bruxelles, l'achat d'émetteurs très puissants, qui pourraient aller jusqu'à 2 Kilowatt, et surtout la création d'une radio A.L.O. sur Bruxelles. Les 2 Kilowatt prendraient en relais un certain nombre d'émissions de toutes les radios de Bruxelles.

Il y a d'autre part, une dynamique au sein des radios commerciales qui peut les faire exploser à court terme. Je m'explique. L'exemple de Radio Contact est à ce niveau extrêmement clair. Radio Contact, est en fait la rencontre d'intérêts contradictoires, comme toute une série d'autres radios commerciales. D'un côté les aventuriers, des gens qui croient à la promotion à l'américaine, « je suis né dans la boue, je finirai PDG à 60 ans : la radio peut nous servir, c'est un moyen nouveau, le capital peut s'y faire de manière très rapide, donc j'utilise ce moyen là, pour devenir un jour directeur de station ». De l'autre côté, des hommes politiques, qui font une utilisation politique de ce média mais n'investissent pas leur avenir par rapport à cette radio.

Il y a là des intérêts divergents qui ne cessent de s'amplifier et je miserais sur la possibilité de jouer sur ces conflits pour faire éclater ces radios.

L'A.L.O. et la légalisation des radios libres

Le problème fondamental de l'heure actuelle, c'est la légalisation. L'A.L.O. a dit, pendant un certain nombre d'années, « nous ne voulons pas de loi qui mette une limite à notre liberté, nous voulons une dépénalisation et que les faits de la radio libre soient assimilés aux droits de la presse ». On voulait une liberté totale et on a tenu cette position aussi longtemps qu'on était sûrs de pouvoir bloquer les radios politiques et les radios commerciales grâce au rapport de force sur le terrain qui jouait de manière écrasante en notre faveur. Par l'arrivée massive des commerçants et des politiciens, ce rapport de force s'est inversé. Dès lors, ou bien nous parvenions à rétablir un rapport de force favorable en éjectant les commerçants et les politiciens ou bien il fallait trouver un allié. C'est là que, dans un déchirement incroyable, nous avons tourné à 180 degrés : la seule manière d'arrêter les commerçants et les radios politiques qui pour nous, à l'heure actuelle, sont l'ennemi principal, c'était de faire une « alliance » avec l'appareil d'État en demandant une légalisation le plus rapidement possible. D'autant plus que le texte du décret qui est discuté à l'heure actuelle en commission audio-visuelle de l'exécutif de la Communauté française est largement inspiré de la Charte de l'A.L.O. et qu'il met les deux verrous indispensables pour nous : le verrou anti-publicitaire, anti-commercial et le verrou anti-radio politique.

Pour situer ces rapports de force, je rappelle qu'il existe à l'heure actuelle en Belgique francophone 140 Radios libres. Le Groupement des radios indépendantes de Belgique (G.R.I.B.) est, comme son nom ne l'indique pas, la fédération des radios commerciales ; il regroupe six radios. L'A.L.O. quant à elle en regroupe à l'heure actuelle 64. Les autres ne sont pas regroupées.

Le vrai rapport de force ne se situe cependant pas là, mais au niveau des auditeurs, au niveau institutionnel. Au niveau institutionnel, le rapport de force est en faveur de l'A.L.O. En effet, pour ce qui est des relations avec l'appareil institutionnel qui s'occupe de l'audio-visuel, l'A.L.O. sait sonner à la

bonne porte, rencontrer les gens utiles au bon moment, ce qui n'est pas du tout le cas du G.R.I.B. Du côté des auditeurs, il y en a plus du côté des radios A.L.O. C'est surtout le problème de savoir quelle radio on veut faire. Je préfère pour un même nombre d'auditeurs, 100 radios particulières, qui correspondent à une communauté, à une situation, ou à un climat, qu'une seule radio dynosaure, une radio de tout le monde. L'A.L.O. fait un dynosaure avec des petits fils, qui vont à différentes radios mais les radios font leur émission en fonction de leur projet, ils ne la font pas en fonction de la radio dynosaure.

Radios libres et publicité

Q — Dans la situation actuelle où il n'y a pas de politique et pas de publicité sur les radios libres, on voit, tu viens de le raconter, que le rapport a été inversé très rapidement par l'argent.

R — La radio libre est un moyen de communication qui doit rester indépendant au sens profond du terme, c'est-à-dire un moyen qui ne doit pas appartenir à quelque forme de pouvoir que ce soit, un moyen indépendant dont les citoyens doivent pouvoir se servir. Voilà le point vraiment fondamental. En introduisant la publicité sur les radios libres, il est évident que certaines radios seront privilégiées par rapport à d'autres ; je veux dire que certains ont cru un moment que la publicité était le moyen de résoudre les problèmes financiers des radios libres. La petite radio qui émettra sur le quartier verra sa minute de publicité payée à 10,5 frs et Radio Contact verra sa publicité payée à 3000 frs la minute ; à ce moment-là, au lieu d'avoir une espèce d'égalisation, par la publicité, des ressources des différentes radios libres, on verra l'écart se creuser davantage. En outre à partir du moment où on est soumis, dans des proportions importantes, à des rentrées financières, le rapport de pouvoir tourne en faveur de celui qui paie : il ne paie pas pour rien. Il paie pour qu'on passe son annonce, mais aussi pour savoir ce qui se passe. Et cela casse tout ce qu'est une radio libre dans le sens communication et expression de pensée de minorités. Pour moi, la publicité me paraît vraiment impossible et inacceptable.

Radios libres et émissions disc-jockey

Q — Il y a un problème que tu n'as pas tellement abordé, c'est l'aspect détente, l'aspect contenu du produit qui sort des antennes. Radio Contact a des émissions fortement axées sur la détente ; c'est la radio qu'on allume quand on revient du boulot. On a peut-être envie d'avoir d'autres informations que celles données par les médias habituels, presse écrite, parlée ou télévisée mais je ne crois pas que cela soit l'élément dominant dans la demande de l'auditeur. Ceux qui font la radio de masse sont forcément plus intéressants pour les publicistes que ceux qui font une radio axée sur une information, une transformation... tout ce qu'on appelle éducation permanente.

R — À l'heure actuelle, on vit une période de crise, on n'arrête pas de nous en parler. Ce n'est pas simplement une crise économique, mais depuis un certain nombre d'années une crise des valeurs, une crise de société. Je pense que pendant une période de crise, la majorité des gens aussi bien de gauche, du centre, de droite, d'au-dessus, d'en-dessous, préfèrent se mettre la tête dans le sable comme les autruches que de voir les problèmes en face. C'est cela le fond de la réussite de Radio Contact, c'est de refuser de voir que la société est en crise à l'heure actuelle. Les gens qui écoutent Radio Contact sont des gens qui dans leur vie de tous les jours, au boulot, dans leurs relations avec leurs parents, leurs enfants, vivent des crises comme tout le monde, mais refusent de voir qu'ils sont dans une période de crise généralisée et préfèrent se mettre la tête dans le sable et écouter autre chose. Cela correspond évidemment à un sentiment partagé par la majorité de la population ; il y a des gens de gauche qui adorent Radio Contact.

Radios libres et pluralisme

Q — Il est difficile d'impliquer des gens dans un processus de production dans les radios libres.

R — Cela demande une certaine régularité de production et une pluralité idéologique. En ce qui concerne la pluralité idéologique, on a décidé qu'une des bases de Radio Air Libre c'est la rencontre des différences. Ne pas faire une radio qui dise tout le temps la même chose, ne pas faire une radio qui soit homogène où tout le monde pense-

rait la même chose : ce qui est intéressant c'est de faire une radio où tout le monde pense autrement, avec des points de base minimum communs mais sans homogénéité entre les gens ; une personne va venir parler d'un événement et va donner une version, l'autre va donner la version contraire. Le souhait de mettre le plus souvent possible en présence des gens qui ne pensent pas la même chose est une des bases de la radio.

Q — Je trouve que la notion de pluralité est vraiment une notion qui, dans la situation actuelle des médias en Belgique, est extrêmement suspecte.

R — Je suis contre le pluralisme institutionnel. On n'est pas prêts évidemment à voir arriver une série de personnes qui revendiquent l'antenne en fonction de leur appartenance différente, ce n'est pas du tout le problème. Si quinze personnes pensent la même chose, ce n'est pas une radio libre, parce que ce n'est plus un lieu de débats.

Q — Je ne sais pas si une radio est vraiment un lieu de débats, on peut se poser la question.

R — Je crois que d'office, on se situe autrement, vous qui travaillez au sein d'une institution, la R.T.B.F., et moi dans les radios libres. Même dans les mots utilisés : quand vous dites pluralisme pour pluralisme institutionnel, je comprends. Mais quand je dis pluralisme, j'entends rencontre des différences. À la limite on ne parle pas des mêmes choses.

Q — Je trouve que la R.T.B.F. et les radios libres nous conduisent un peu dans le même piège. Dans l'émission à laquelle je travaille à la R.T.B.F.², on pourrait presque dire une radio libre, mis à part les contrats institutionnels ; effectivement, le discours qui y est tenu, et qui justifie l'émission de radio à laquelle je travaille, pourrait tout à fait trouver place en radio libre.

Radios libres et radios outils

R — Il y a peut-être une différence fondamentale entre la R.T.B.F. et les radios libres. Pour reprendre l'exemple d'Air Libre, il ne s'agit pas d'abord d'une radio dans le sens où faire de la radio ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse c'est d'utiliser un média pour déboucher sur une action.

Un exemple significatif c'est l'affaire des trois jeunes de Vielsalm³ où, grâce à un certain nombre

d'émissions faites sur Radio Air Libre, est né un rassemblement de jeunes contre l'injustice sociale qui a mené à un certain nombre d'actions et publié un dossier sur les injustices sociales. La radio n'est plus une finalité, mais un moyen.

Q — Je suis assez d'accord parce que j'ai l'expérience de l'utilisation des radios. En matière de radio libre, nous avons trois émissions : deux à Bruxelles, une à Louvain-la-Neuve, et quand il s'est agi d'aller à Radio Air Libre, nous avons été intéressés principalement par le fait que pour nous, c'est un relais, c'est un outil, on sait aller trouver les pédés dans leur placard, ils sont chez eux, ils ne bougent pas, mais il suffit d'ouvrir la radio, ils entendent la voix de... C'est ça qui est utile. Pour nous, c'est un outil. De fait, c'est possible aussi sur la R.T.B.F. ; ou plutôt ce fut possible un temps. Mais je crois que ce que tu dis par rapport aux débats, à la radio libre, centre de rencontre, c'est une caractéristique d'Air Libre éventuellement, ce serait peut-être à démontrer. Mais nous sommes allés frapper à la porte d'Air Libre parce que ce qui nous semblait intéressant au départ, et c'est fondamental, c'était d'avoir un autre public. Il y avait déjà l'émission sur Radio Capitale qui touchait un certain type de public et avec Air Libre, on touchait d'autres pédés dans d'autres milieux. C'est cela qui nous intéressait. Nous étions assez motivés à aller à Air Libre parce que là effectivement on savait bien qu'il serait possible d'avoir des contacts au sein de la station. Parce qu'il est très clair que l'acceptation de l'homosexualité dans les milieux conservateurs ou dans les milieux de gauche n'est pas toujours très évidente. Et dans le cas d'Air Libre, il y avait un intérêt ; c'est l'aspect outil qui prime avant tout.

Notes

¹ Il s'agit d'une lutte opposant la population de Couvin à la construction d'un barrage sur la rivière Eau Noire de leur région.

² Il s'agit d'une émission radio qui tente de reconstituer l'histoire à partir de témoignages de personnes ayant vécu l'événement.

³ Il s'agit de trois jeunes chômeurs ayant détourné et pris en otage un car scolaire et l'ayant amené devant le bâtiment de la R.T.B.F. pour négocier l'occupation d'un temps d'antenne où ils auraient pu parler des inégalités sociales.